

Université du Québec à Montréal
Département de science politique
Été 2022

POL511H & POL540S
DÉMOCRATIE & ÉLECTIONS : LA FRANCE AUX URNES

Professeur : Jean-Pierre Beaud
Téléphone : 514-987-3000, poste 3033
Bureau : N-8240
Courriel : beaud.jean-pierre@uqam.ca
Horaire : mardi et jeudi de 9h30 à 12h30
Local : A-2860

DESCRIPTION ET OBJECTIFS

L'élection présidentielle de 2017 en France a vu un *outsider*, Emmanuel Macron, s'imposer au terme d'une campagne marquée par un coup de théâtre, *l'affaire Fillon*. Pour plusieurs, le nouveau président aurait fait imploser un système marqué par l'affrontement gauche-droite et par l'apparente omnipotence des partis politiques. L'élection présidentielle de 2022, qui a eu lieu en avril, et les législatives qui lui font suite, devraient, entre autres, permettre de statuer sur la pérennité ou non du bouleversement de 2017. Le cours sera consacré à l'étude, quasiment en temps réel, de ces élections et de leurs effets. Il commencera par des leçons sur l'histoire récente de la France, sur les particularités du système politique français et sur l'état du pays (économie, social, etc.) et élargira un peu le focus pour conduire à une réflexion plus globale sur quelques fondamentaux de la démocratie comme le mode de scrutin et ses effets, le rôle des médias, les types de représentation, etc. Les étudiant.es seront amené.es à travailler autant sur le déroulement de ces élections (forces en présence, propositions, discours, modalités de communication et stratégies des candidat.es, évolution de l'opinion publique, résultats) que sur la permanence ou non des réalignements et transformations qu'aurait apportés le *macronisme*.

ORGANISATION DU COURS

Le cours est structuré autour d'une série de leçons portant sur la vie politique en France et plus particulièrement sur les élections présidentielles et législatives avec un intérêt marqué pour celles de 2022 qui se dérouleront quasiment au même moment que le cours (du moins pour les élections législatives). Il sera complété par des lectures visant à approfondir la réflexion. Il commencera par un état des lieux autant sociologique que démographique, économique et politique. Une attention spéciale sera portée aux règles du jeu politique telles qu'elles ont été structurées par la constitution, la culture politique et l'histoire (l'instabilité associée au parlementarisme de la III^e et surtout de la IV^e République a longtemps marqué l'électorat français). Ce sera l'occasion d'aborder une série de questions, de débats, sur le mode de scrutin (faut-il passer du scrutin majoritaire à deux tours au scrutin proportionnel?), sur l'instauration éventuelle d'une VI^e République, sur les avantages et les inconvénients d'un recours plus fréquent à l'usage du

référendum, sur un passage à un présidentielisme à l'américaine, sur le dépassement du clivage gauche-droite, sur la place de l'Europe, sur les limites de la démocratie représentative, sur le rôle des médias, sur l'avenir de la forme partisane, etc. Nous présenterons les courants qui, historiquement, ont marqué l'histoire politique française, la gauche et l'extrême gauche, le centre, la droite et l'extrême droite; nous nous interrogerons sur la restructuration actuelle de ces courants autour de trois pôles. Nous examinerons attentivement les résultats des élections présidentielles de 2017 et 2022 et suivrons, quasiment en temps réel, le déroulement des législatives de 2022.

À la fin de la session, vous aurez une assez bonne idée de la façon dont la vie politique française est structurée et serez capables de contextualiser, en vous appuyant sur l'évolution démographique, sociologique du pays, un certain nombre de débats (par exemple sur les retraites ou l'accueil des immigrants).

Il est attendu, de la part des étudiantes et étudiants, une préparation adéquate, s'appuyant sur la lecture préalable du ou des textes attachés à chaque leçon, ainsi qu'une attention soutenue pendant les exposés. Une page Moodle (<http://www.moodle.uqam.ca/>) a été créée aux fins du cours. Les informations pertinentes au déroulement du cours y sont rassemblées. On y trouvera également les textes correspondant aux différentes leçons.

PLAN DES SÉANCES ET ÉCHÉANCES

Séance 1 : Présentation du cours ; la France, profil socio-démographique (3 mai)

Séance 2 : Histoire politique de la France, de 1789 à 1958 ; la V^e République de De Gaulle à Macron (5 mai)

Séance 3 : La Constitution de la V^e République ; le système politique français ; les grands débats actuels (10 mai)

Séance 4 : Les résultats des élections présidentielles de 2017 et 2022 : un éclatement du système traditionnel de partis? (12 mai)

Séance 5 : Les forces politiques en France 1, la gauche et l'extrême gauche; l'émergence d'un populisme de gauche? (17 mai)

Séance 6 : Les forces politiques en France 2, le centre et la droite; le macronisme comme nouvelle synthèse? ; questions pour l'examen de mi-session (19 mai)

Séance 7 : Pause (24 mai)

Séance 8 : Extrême-droite et populisme : les Le Pen et le FN/RN, présentation par Jean-Guy Prévost; remise de l'examen de mi-session (26 mai)

Séance 9 : Les forces en présence pour les législatives de juin 2022; les trois pôles (31 mai)

Séance 10 : La guerre en Ukraine : quel pouvoir pour la présidence? présentation par Samir Batiss (2 juin)

Séance 11 : Présentation des recherches des étudiant.e.s (7 juin)

Séance 12 : Présentation des recherches des étudiant.e.s (9 juin)

Séance 13 : Les résultats du premier tour des élections législatives (12 juin), quelle recomposition ? (14 juin)

Séance 14 : Conclusion : la démocratie en France et ses apories (16 juin)

Séance 15 : Examen individuel en salle, sans note ni document d'aucune sorte (21 juin); remise du travail de session (22 juin)

ÉVALUATION

L'évaluation portera sur un **travail de session** (40%), un **examen de mi-session** (30%) et un **examen de fin de session** (30%). Les questions de l'examen de mi-session seront données le 19 mai. L'examen de mi-session devra être remis le 26 mai (au plus 1000 mots). L'examen de fin de session se déroulera en salle (sans note de cours) et durera trois heures. Quant au travail de session (individuel ou en groupe d'au plus trois personnes), il impliquera le dépôt le plus rapidement possible du sujet (5%), la présentation d'un exposé (10%) et la remise le 22 juin du travail final (25%). Sa longueur dépendra du nombre de participants (10 pages à interligne et demi pour une personne, 15 pages pour deux et 20 pages pour trois). Hormis pour l'examen en salle de fin de session, les travaux devront être remis sur Moodle (<http://www.moodle.uqam.ca/>) avant minuit.

De façon générale, les critères d'évaluation sont liés aux objectifs du cours et de la formation universitaire. Seront évaluées : la capacité de synthèse (concision, rigueur, cohérence), la capacité d'analyse manifestée (définition des concepts clés, présentation des diverses dimensions du problème analysé : thèses, points de vue, etc.), la qualité de la recherche effectuée (pertinence et utilité des références retenues), la qualité de l'écriture et de la présentation (orthographe, syntaxe, structure de l'exposé, etc.) et la conformité aux normes et règles de référencement.

Les travaux devront être dactylographiés, à interligne et demi. Le site Infosphère du Service des bibliothèques de l'UQAM contient toute l'information pertinente aux normes de référencement (<http://www.infosphere.uqam.ca>). Le défaut de se conformer aux normes en vigueur pourra entraîner jusqu'à 10% de pénalité sur un travail. Les travaux devront, bien sûr, respecter les règles de présentation d'un travail universitaire et, notamment, comporter une page-titre conforme au modèle uqamien. Le non-respect des normes de présentation pourra entraîner jusqu'à 5% de pénalité. De la même manière, la qualité linguistique du texte (orthographe et syntaxe) sera évaluée à hauteur de 10%.

Enfin, tout retard dans la remise d'un travail entraînera une pénalité de 5% par jour.

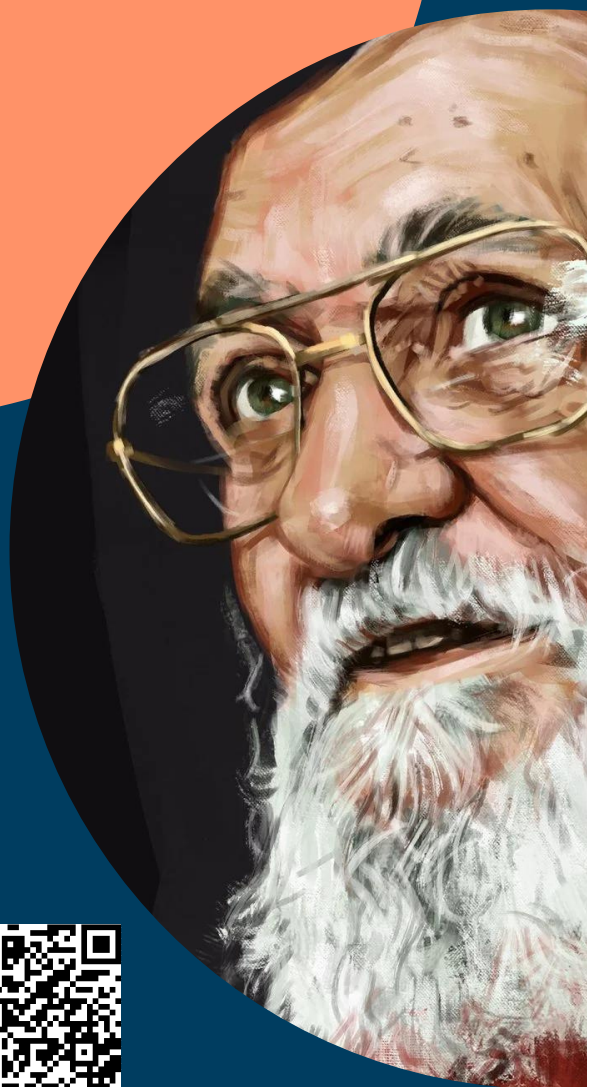
CENTRE PAULO FREIRE

CENTRE DE RESSOURCES
ET DE MONITORAT POUR
LES ÉTUDIANT.E.S EN
SCIENCE POLITIQUE

Local A-3645

LUNDI AU JEUDI:
AU LOCAL DE 11H À 16H
SUR ZOOM DE 11H À 12H

Facebook: Centre Paulo-Freire
Instagram: Centrepaulo
Youtube: Centre Paulo Freire



ENTENTE D'ÉVALUATION

6.4 Modalités d'application de l'évaluation et de la notation

- a) Si un examen fait partie des modalités d'évaluation, il ne peut intervenir dans le résultat global pour plus de cinquante pour cent (50%). Les autres éléments d'évaluation ne sont pas assujettis à cette disposition ;
- b) si l'évaluation porte sur un unique travail de trimestre, la production de ce travail doit donner lieu à plus d'une évaluation et à l'attribution d'une notation d'étape ;
- c) au fur et à mesure que sont effectuées les évaluations et notations d'étape, l'étudiante, l'étudiant doit en être informé.

6.9.2 Objet de l'entente d'évaluation

Compte tenu de ces informations, une entente doit intervenir entre la professeure, le professeur, la chargée de cours, le chargé de cours, la, le maître de langues responsable du groupe-cours et les étudiantes, étudiants inscrits à ce groupe-cours sur les aspects particuliers suivants :

- a) le nombre et les échéances des évaluations;
- b) la pondération respective des contenus ou objets d'évaluation dans l'évaluation globale.

Cette entente doit respecter les modalités et échéances déjà établies, lorsque s'effectue une évaluation commune à plusieurs groupes d'un même cours.

6.9.3 Procédure

Cette entente doit être consignée et doit intervenir dans les deux semaines qui suivent le début officiel des cours (ou dans un laps de temps proportionnel s'il s'agit d'un cours à horaire spécial). L'entente à laquelle souscrivent la professeure, le professeur, la chargée de cours, le chargé de cours, la, le maître de langues et la majorité des étudiantes, étudiants présents doit être signée par la professeure, le professeur, la chargée de cours, le chargé de cours, la, le maître de langues et par deux étudiantes, étudiants du groupe-cours qui agissent alors à titre de témoins.

ÉVALUATION DES ENSEIGNEMENTS

Aux termes de l'article 1.6 de la Politique No. 23, les évaluations doivent dorénavant se faire en ligne et en classe, sauf si les circonstances ne permettent pas une évaluation en ligne, auquel cas elles peuvent être faites sur papier. Les enseignantes et enseignants seront invités à choisir la plage horaire de 30 minutes (dans le 12^e ou 13^e cours du trimestre) où ils réserveront du temps pour que les étudiantes et étudiants procèdent à l'évaluation. Pour tous les étudiants de ce groupe-cours, la période sera alors limitée à cette journée précise. Dans les autres cas, la période entière de deux semaines sera ouverte pour tous les étudiants du groupe-cours.

À noter que cela ne s'applique pas aux 2^e et 3^e cycles.

<http://www.evaluation.uqam.ca>

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL (CDP)

Le CDP est le lieu de rencontre entre le milieu professionnel et l'université. Il a pour mandat d'accompagner les étudiant.e.s dans leur cheminement de carrière.

Par le développement de contacts avec des employeurs, l'établissement de lien avec les milieux de travail et le réseautage avec les diplômé.e.s, le CDP vise à promouvoir la qualité et l'engagement des étudiantes et des étudiants de la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM.

Pour les étudiant.e.s de la Faculté de science politique et de droit, le CDP...

...Met à leur disposition les outils et le soutien nécessaires à la recherche de stages ou d'emploi professionnels;

...Offre la formation et l'information pertinentes à une insertion efficace sur le marché du travail;

...Organise diverses activités permettant de réaliser toutes les possibilités de carrières qui s'offrent à elles et eux;

...Met sur pieds plusieurs occasions de rencontre et de réseautage avec des employeurs potentiels et des diplômé.e.s de la FSPD.

Passez-vous voir au W-2520!

Suivez notre calendrier d'activités à l'adresse suivante : <https://cdp-fspd.uqam.ca/>

Écrivez-nous au politique.cdp.fspd@uqam.ca

Aimez notre page Facebook : Centre de développement professionnel – FSPD UQAM

Politique n° 16 visant à prévenir et à combattre le sexisme et les violences à caractère sexuel

Les violences à caractère sexuel se définissent comme étant des comportements, propos et attitudes à caractère sexuel non consentis ou non désirés, avec ou sans contact physique, incluant ceux exercés ou exprimés par un moyen technologique, tels les médias sociaux ou autres médias numériques. Les violences à caractère sexuel peuvent se manifester par un geste unique ou s'inscrire dans un continuum de manifestations et peuvent comprendre la manipulation, l'intimidation, le chantage, la menace implicite ou explicite, la contrainte ou l'usage de force.

Les violences à caractère sexuel incluent, notamment :

- la production ou la diffusion d'images ou de vidéos sexuelles explicites et dégradantes, sans motif pédagogique, de recherche, de création ou d'autres fins publiques légitimes;
- les avances verbales ou propositions insistantes à caractère sexuel non désirées;
- la manifestation abusive et non désirée d'intérêt amoureux ou sexuel;
- les commentaires, les allusions, les plaisanteries, les interpellations ou les insultes à caractère sexuel, devant ou en l'absence de la personne visée;
- les actes de voyeurisme ou d'exhibitionnisme;
- le (cyber) harcèlement sexuel;
- la production, la possession ou la diffusion d'images ou de vidéos sexuelles d'une personne sans son consentement;
- les avances non verbales, telles que les avances physiques, les attouchements, les frôlements, les pincements, les baisers non désirés;
- l'agression sexuelle ou la menace d'agression sexuelle;
- l'imposition d'une intimité sexuelle non voulue;
- les promesses de récompense ou les menaces de représailles, implicites ou explicites, liées à la satisfaction ou à la non-satisfaction d'une demande à caractère sexuel.

Toute personne membre de la communauté universitaire contribue à maintenir une culture du respect et du consentement, notamment, en participant aux activités de [formations obligatoires sur le sexisme et les violences à caractère sexuel](#).

La capsule de formation obligatoire annuelle est disponible au harcelement.uqam.ca

Pour plus d'information :

https://instances.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/47/2019/04/Politique_no_16_2.pdf

Les personnes victimes, témoins ou informées d'une situation de sexisme, de violence à caractère sexuel, ou pour en apprendre plus sur ces enjeux, peuvent consulter le

Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement (BIPH)

514 987-3000, poste 0886 ; harcelement@uqam.ca; harcelement.uqam.ca

Soutien psychologique (Services à la vie étudiante)

514 987-3185 ; vie-etudiante.uqam.ca

Service de la prévention et de la sécurité :

514 987-3131

Politique n°42 sur le respect des personnes, la prévention et l'intervention en matière de harcèlement (extraits)

L'Université reconnaît à toutes les personnes membres de la communauté universitaire le droit d'être traitées avec dignité, équité et respect mutuel.

L'Université considère le respect mutuel, l'égalité, l'écoute et l'entraide comme des valeurs importantes qui favorisent l'épanouissement personnel ainsi que l'établissement de rapports harmonieux entre les personnes et entre les groupes, et qui permettent la mise en place d'un milieu sain et propice à la réalisation individuelle ou collective de sa mission universitaire.

L'Université est consciente que les situations de harcèlement ou pouvant mener à du harcèlement résultent de l'interaction de facteurs individuels, sociaux et liés au milieu de travail et d'études. Compte tenu de ces facteurs, l'Université croit que la prévention constitue le meilleur moyen pour assurer un milieu exempt de toute manifestation de harcèlement et donne ainsi priorité à la prévention.

Le « **harcèlement** » inclut notamment : le harcèlement psychologique, le harcèlement discriminatoire et le harcèlement sexuel.

Le harcèlement psychologique est une conduite vexatoire se manifestant par des comportements, des paroles, des écrits, des actes ou des gestes répétés qui sont hostiles ou non désirés, blessants ou injurieux d'une personne envers une autre et ayant pour effet de porter atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique d'une personne et pouvant entraîner pour celle-ci un milieu de travail ou d'études néfaste. Ces conduites vexatoires peuvent être le fait d'une seule personne ou d'un groupe de personnes.

Le harcèlement discriminatoire est lié à l'un ou l'autre des motifs sur lesquels il est légalement interdit de discriminer (le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la race, la couleur, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap) ou un motif analogue.

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour cette personne.

Situation pouvant mener à du harcèlement

Situation problématique qui met en jeu la dignité ou l'intégrité physique ou psychologique d'une personne et qui est susceptible de dégénérer jusqu'à devenir du harcèlement. C'est le cas notamment, mais non exclusivement, de l'abus de pouvoir ou d'autorité, du conflit et de l'incivilité. Pour éviter qu'une telle situation ne dégénère, elle doit être réglée de façon constructive, rapidement et avec respect afin de favoriser le mieux-être de chaque personne.

La politique s'applique à toute la communauté universitaire et aux partenaires externes en lien direct avec l'Université dans le cadre de leurs relations avec les membres de cette communauté. Elle s'applique à l'intérieur et à l'extérieur du campus, incluant les interactions exercées ou exprimées grâce à des moyens technologiques, tels les médias sociaux ou autres médias numériques. La politique vise également les personnes étudiantes dans le cadre de leurs activités d'apprentissage hors campus approuvées telles que les stages, en tenant compte des limites des capacités d'intervention de l'Université.

Pour plus d'information :

Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement (BIPH)
514 987-3000, poste 0886 ; harcèlement@uqam.ca; harcèlement.uqam.ca

Soutien psychologique (Services à la vie étudiante)
514 987-3185 ; vie-etudiante.uqam.ca

Service de la prévention et de la sécurité :
514 987-3131



RÈGLEMENT

18

Guide à l'intention des enseignant(e)s de l'UQAM

Qu'est-ce que le R18?

C'est le règlement institutionnel sur les infractions de nature académique. La gestion de ce règlement se fait grâce à un logiciel (*Infractions*) automatisé, particulièrement efficace pour faire le suivi des cas de récidive.

Conditions gagnantes pour éviter le plagiat!

- Mettre l'encart du R18 dans votre plan de cours.
- Parler du plagiat lors du premier cours du trimestre et avant un examen ou la remise d'un travail, ne serait-ce que quelques minutes afin de sensibiliser votre groupe au phénomène et lui dire que de courtes capsules sont à disposition pour se familiariser avec le sujet (voir www.r18.uqam.ca). Cette information est particulièrement utile aux étudiant(e)s de première année.
- Les orienter vers le site www.infosphere.uqam.ca pour ceux et celles qui désirent un aide-mémoire méthodologique ou qui n'ont pas les bases pour les règles de citation.
- Pour les travaux, bien expliquer en classe et dans le plan de cours le type d'entraide qui est permis ou interdit, c'est-à-dire ce qui est attendu de chacun. Par exemple, deux étudiant(e)s peuvent faire de la recherche et échanger sur leurs découvertes, mais il est important que les travaux soient distincts l'un de l'autre.
- Lors des examens en classe, laisser un espace entre chacun des étudiant(e)s. Si ce n'est pas possible, distribuer des versions différentes du même examen, avec une page frontispice de couleur différente.
- Transmettre des consignes claires lors d'un examen: les étudiant(e)s ne peuvent pas consulter de téléphone ou de montre intelligents. Pas même pour regarder l'heure!
- Si vous êtes témoin de la commission d'une infraction lors d'un examen: noter les informations nécessaires (qui, quoi, comment, quand, où), mais n'enlevez pas la copie d'examen à l'étudiant(e), car cela risquerait de créer une situation conflictuelle et de déranger les autres étudiant(e)s, laissez l'étudiant(e) terminer son examen.
- Si vous avez des soupçons ou même la certitude de la commission d'une infraction académique, ne mettez pas zéro au travail ou à l'examen, mais faites un rapport de signalement. Vous éviterez ainsi deux conséquences possibles:
 - que l'étudiant(e) fasse une demande de révision de note et que votre note soit modifiée puisque vous n'avez pas suivi la bonne procédure;
 - qu'il n'y ait pas de trace de la commission d'une infraction au dossier de l'étudiant(e), échappant ainsi au suivi systématique qui est fait lors de la commission d'une infraction, notamment lors de récidive(s).

Les étapes lors du dépôt d'un rapport de signalement, version simplifiée

1. Dépôt du rapport de signalement via le logiciel [Infractions](#). C'est tout! C'est rapide et simple!
2. Enquête effectuée par le, la Responsable facultaire des Dossiers d'Infraction Académique ([liste des RDIA](#)).
3. S'il y a une preuve suffisante, le dossier est transmis au Comité facultaire sur les infractions de nature académique.
4. Si l'étudiant(e) est sanctionné(e), il, elle peut aller en appel.

Pour plus d'information, communiquez avec le, la responsable de votre Faculté/École ou [Marc-Olivier Desbiens](#), secrétaire du Comité institutionnel sur les infractions de nature académique.



Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document commis par une étudiante, un étudiant, de même que toute participation à ces actes ou tentative de les commettre, à l'occasion d'un examen ou d'un travail faisant l'objet d'une évaluation ou dans toute autre circonstance, constitue une infraction au sens de ce règlement.

La liste non limitative des infractions est définie comme suit :

- la substitution de personnes ;
- l'utilisation totale ou partielle du texte d'autrui en le faisant passer pour sien ou sans indication de référence ;
- la transmission d'un travail aux fins d'évaluation alors qu'il constitue essentiellement un travail qui a déjà été transmis aux fins d'évaluation académique à l'Université ou dans une autre institution d'enseignement, sauf avec l'accord préalable de l'enseignante, l'enseignant ;
- l'obtention par vol, manœuvre ou corruption de questions ou de réponses d'examen ou de tout autre document ou matériel non autorisés, ou encore d'une évaluation non méritée ;
- la possession ou l'utilisation, avant ou pendant un examen, de tout document non autorisé ;
- l'utilisation pendant un examen de la copie d'examen d'une autre personne ;
- l'obtention de toute aide non autorisée, qu'elle soit collective ou individuelle ;
- la falsification d'un document, notamment d'un document transmis par l'Université ou d'un document de l'Université transmis ou non à une tierce personne, quelles que soient les circonstances ;
- la falsification de données de recherche dans un travail, notamment une thèse, un mémoire, un mémoire-crédation, un rapport de stage ou un rapport de recherche.

Les sanctions liées à ces infractions sont précisées à l'article 3 du [Règlement no 18 sur les infractions de nature académique](#).

Vous pouvez consulter sur le site r18.uqam.ca des capsules vidéos qui vous en apprendront davantage sur l'intégrité académique et le R18, tout en vous orientant vers les ressources mises à votre disposition par l'UQAM pour vous aider à éliminer le plagiat de vos travaux.



Infosphère est l'un de ces outils indispensables : un guide méthodologique visant à promouvoir les bonnes pratiques en matière de recherche documentaire et de rédaction de travaux. Cet outil vous accompagnera tout au long de vos études et vous permettra d'éviter les pièges du plagiat. Cliquez sur le logo à gauche pour être redirigé vers le site.



Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document commise par un étudiant, un étudiante, un étudiant, de même que toute participation à ces actes ou tentative de les commettre, à l'occasion d'un examen ou d'un travail faisant l'objet d'une évaluation ou dans toute autre circonstance, constitue une infraction au sens de ce règlement.

Les infractions et les sanctions possibles reliées à ces infractions sont précisées aux articles 2 et 3 du [Règlement no 18 sur les infractions de nature académique](#).

Vous pouvez également consulter des capsules vidéos sur le site r18.uqam.ca. Celles-ci vous en apprendront davantage sur l'intégrité académique et le R18, tout en vous orientant vers les ressources mises à votre disposition par l'UQAM pour vous aider à éliminer le plagiat de vos travaux.



Infosphère est l'un de ces outils indispensables : un guide méthodologique visant à promouvoir les bonnes pratiques en matière de recherche documentaire et de rédaction de travaux. Cet outil vous accompagnera tout au long de vos études et vous permettra d'éviter les pièges du plagiat.